

Guide des élections fédérales – 2011

FAIRE ENTENDRE SA VOIX

Voter : un droit et un devoir

En tant que citoyens canadiens, les catholiques seront appelés à exercer leur droit de vote. L'Église saisit l'occasion pour encourager et promouvoir « *la liberté politique et la responsabilité des citoyens*¹ ». En exerçant leur droit de vote, les électeurs remplissent leur devoir de choisir un gouvernement et envoient un signal clair aux candidats des partis politiques.

Les candidats aux élections sont également des citoyens qui assument des responsabilités pour le bien-être de la population. Par leur engagement et leur dévouement, ils contribuent généreusement au bien commun de notre société qui est par ailleurs le but principal de la communauté politique². Qu'est-ce que le bien commun? C'est « *l'ensemble des conditions de vie sociale qui permettent aux hommes, aux familles et aux groupements de s'accomplir plus complètement et plus facilement*³. »

Exemples de la mise en œuvre de l'enseignement moral et social catholique

Les exemples suivants ne constituent pas un programme politique, mais plutôt une lentille à travers laquelle on peut analyser et évaluer les politiques et les programmes publics.

1. Respect de la vie et de la dignité de la personne : de la conception à la mort naturelle

Opter pour la vie, c'est :

- exiger le droit à la vie pour les plus petits parmi nous – les embryons et les fœtus – qui font partie de la famille humaine, ainsi qu'apporter de l'aide aux femmes enceintes qui vivent des situations difficiles;
- protéger chaque personne contre toute tentative d'instrumentalisation liées aux technologies biomédicales;
- respecter la vie et la dignité des personnes mourantes et les accompagner jusqu'à leur mort naturelle en favorisant un plus grand accès aux soins palliatifs;
- rejeter la peine de mort et miser sur la réhabilitation des criminels et l'aide aux victimes;
- défendre les personnes et prendre soin d'elles en toutes circonstances – en commençant par les plus vulnérables et les plus pauvres;
- soutenir et accompagner les personnes handicapées, âgées, malades, pauvres ou souffrantes.

Qu'en disent les partis politiques? Qu'en pensent les candidats?

¹ Concile Vatican II, *L'Église dans le monde de ce temps*, n. 76, 3.

² Concile Vatican II, *L'Église dans le monde de ce temps*, n. 74, 1.

³ Concile Vatican II, *L'Église dans le monde de ce temps*, n. 74, 1.

2. Bâtir une société plus juste

Construire une société plus juste, c'est notamment :

- adopter des mesures pour réduire la pauvreté;
- introduire des mesures fiscales équitables entre les entreprises et les particuliers;
- mettre fin aux dépenses excessives et non justifiées;
- promouvoir l'accès à des logements sécuritaires et à prix abordables pour les familles démunies;
- venir en aide aux personnes sans abris;
- lutter contre la pauvreté des enfants;
- assurer un revenu de base suffisant pour subvenir aux besoins fondamentaux relatifs à l'alimentation et au logement;
- faciliter l'accès à l'eau potable aux communautés qui en sont privées;
- trouver une solution permanente aux problèmes des communautés autochtones.

Qu'en disent les partis politiques? Qu'en pensent les candidats?

3. La personne et la famille

Promouvoir l'intégrité de la personne et de la famille, c'est notamment :

- favoriser l'équilibre entre les responsabilités familiales et professionnelles;
- garantir l'équité salariale entre les hommes et les femmes;
- assurer un revenu de base suffisant pour maintenir une qualité de vie adéquate;
- garantir l'accès à des soins hospitaliers de qualité pour tous;
- aider les familles d'immigrés et de réfugiés à se réunir au sein du pays;
- faciliter la reconnaissance des compétences des personnes immigrées;
- prendre des mesures pour lutter contre la traite des personnes;
- protéger les personnes contre la dépendance au jeu et à la drogue.

Qu'en disent les partis politiques? Qu'en pensent les candidats?

4. Le Canada dans le monde : un chef de file pour la justice et la paix

Croire en la justice et la paix, c'est notamment :

- poursuivre l'atteinte des objectifs du *Millénaire pour le développement* fixés par les Nations Unies;
- choisir des politiques qui favorisent un dialogue qui mène à la paix plutôt qu'à la confrontation entre les nations;
- travailler à l'élimination des armes nucléaires, chimiques et bactériologiques, et encourager un contrôle sévère de la vente d'armes légères et individuelles dans le monde;
- respecter les traités internationaux qui concernent les droits de la personne;
- protéger la dignité humaine des immigrants et des réfugiés dans le traitement de leurs dossiers;
- protéger les droits des travailleurs saisonniers qui proviennent de l'étranger;
- lutter contre des pratiques commerciales et industrielles qui se font au détriment des droits et de la dignité des travailleurs.

Qu'en disent les partis politiques? Qu'en pensent les candidats?

5. Un pays sain dans un environnement sain

Protéger l'environnement, c'est notamment :

- mettre en œuvre des pratiques de gestion environnementale responsables;
- respecter les accords internationaux pour réduire les émissions de gaz à effet de serre;
- réduire notre dépendance aux combustibles fossiles;
- prendre des mesures pour enrayer la pollution urbaine;
- introduire des modes de transport moins nuisibles à la santé des citoyens et à l'environnement;
- encourager les entreprises à investir dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique;
- exploiter les ressources naturelles sans nuire à la qualité de vie des communautés;
- considérer l'eau comme une ressource essentielle et prendre les mesures nécessaires pour la protéger;
- léguer aux prochaines générations un environnement viable et sain.

Qu'en disent les partis politiques? Qu'en pensent les candidats?

Voter, c'est discerner

L'exercice du droit de vote requiert que nous posions des gestes éclairés et réfléchis sur les choix qui nous sont offerts. Il peut arriver cependant que l'électeur soit placé devant des choix difficiles. L'Église nous rappelle que *« dans ce contexte, il faut ajouter que la conscience chrétienne bien formée ne permet à personne d'encourager par son vote la mise en œuvre d'un programme politique ou d'une loi dans lesquels le contenu fondamental de la foi et de la morale serait évincé par la présentation de propositions différentes de ce contenu ou opposées à lui⁴. »*

Des citoyens informés et responsables qui s'engagent dans un dialogue soutenu avec leurs leaders politiques sur les grands enjeux sociaux – c'est indicatif d'une communauté saine. C'est le genre de communauté que nous devrions tous et toutes travailler à maintenir et à développer⁵. On n'en demande pas moins de nous, puisque nous sommes appelés à être vraiment responsables de tous et chacun.

Le 25 mars 2011

Commission épiscopale pour la justice et la paix
de la Conférence des évêques catholiques du Canada

Mgr Brendan M. O'Brien, président
Mgr François Lapierre
Mgr Davis Motiuk
Mgr Valéry Vienneau

⁴ Note doctrinale de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi, *Questions sur l'engagement et le comportement des catholiques dans la vie politique* (Documentation catholique 2003, n. 2285, p. 132-133). Cf. aussi le Catéchisme de l'Église catholique, n. 2242.

⁵ Afin de connaître certains enjeux sociaux et politiques auxquels s'intéressent les évêques du Canada, voir le site Internet de la Conférence des évêques catholiques du Canada au www.cecc.ca.